

Du fric pour les facs, les lycées et la biodiversité pas pour les flics ni pour l'armée !

Les responsabilités de l'Etat dans la mort de Rémi Fraisse ont été niées par les représentants de la police et de l'Etat. Ils ont tenté de cacher les faits. Ces événements ont révoltés des milliers de personnes. Des lycéens ont bloqués leurs lycées pour manifester à Paris. Des assemblées générales ont réunis des étudiants dans plusieurs grandes villes.

Face à cette colère montante, les autorités ont interdit plusieurs manifestations en hommage à Rémi et contre les violences policières.

Les manifestations des 1er et 8 novembre ont été durement réprimées à Toulouse. Plusieurs dizaines de manifestant-e-s ont été arrêté-e-s et placé-e-s en garde à vue de façon arbitraire.

Pour plusieurs d'entre eux/elle, l'Etat a fait des condamnations pour l'exemple, en portant des accusations lourdes et fausses. Certains ont déjà pris des peines de prison ferme pour avoir participé à ces manifestations interdites. D'autres, parmi lesquels des

étudiant-e-s du Mirail, passeront bientôt en procès et risquent des peines similaires.

Les mesures d'intimidations contre les mouvements de contestation se multiplient. Les droits démocratiques élémentaires de circuler et de manifester sont remis en cause.

L'Etat dépense des milliards dans des guerres, des dispositifs policiers et des grands projets qui ne sont utiles qu'aux capitalistes... dans le même temps, il baisse de 20% la dotation allouée aux universités.

Une grande partie des salarié-e-s des universités ne savent pas s'ils/elles seront payé-e-s en décembre! Coté étudiant-e-s, c'est toujours la même galère : pour se loger, pour financer ses études et même pour étudier dans des conditions décentes. La précarité des étudiant-e-s aggrave la sélection par l'argent... quand ce n'est pas l'université elle même qui impose la sélection pour l'accès aux filières.

L'assemblée générale du 13 novembre qui a rassemblé 1200 étudiant-e-s du Mirail a adopté la motion suivante :

Nous, assemblée générale des étudiant-e-s du Mirail, sommes réuni-e-s aujourd'hui jeudi 13 novembre contre l'austérité universitaire, contre le barrage de Sivens, contre les violences policières et la répression des manifestations, ainsi qu'en soutien aux inculpé-e-s et condamné-e-s des 1er et 8 novembre.

Nous appelons, à la suite de l'appel de l'AG de Clermont, et avec les personnels de l'université, à une journée de grève nationale de l'enseignement : étudiant-e-s, lycéen-nes, enseignant-e-s, personnels, le jeudi 20 novembre avec manifestations.

Nous appelons à construire une mobilisation la plus large possible pour s'opposer au tournant autoritaire actuel, à la militarisation de l'espace public, aux violences policières et à tous les grands projets qui ne sont utiles qu'aux capitalistes.

Il y a de l'argent pour les guerres et la répression, alors qu'il en faut pour les facs et les lycées, sinon c'est la sélection qui nous attend !

Nous appelons à participer à la manifestation du 15 novembre et à mobiliser pour la journée de mobilisation nationale du 22 novembre contre les violences policières et en soutien aux condamné-e-s et inculpé-e-s des 1er et 8 novembre qui doivent être amnistié-e-s et relaxé-e-s.

Les responsables de la mort de Rémi Fraisse doivent être punis, jusqu'au plus haut sommet de l'État : Cazeneuve, démission !

Plus jamais l'État ne doit remettre en cause le droit de circuler, et de s'exprimer et de manifester.

Le gouvernement militarise l'espace public, détruit les services publics et privatise les universités.

Jeudi 20 novembre 7h00 Début de la grève sur l'université (rdv devant l'entrée du Mirail)
9h Départ du Mirail pour la manifestation à 9h30 au Capitole
12h30 Assemblée Générale Amphi 8

Samedi 22 novembre Manifestation contre les violences policières, contre le barrage de Sivens et en soutien aux inculpé-e-s et condamné-e-s des 1er et 8 novembre.